

# Le devoir des économistes

Posté le : 24 mars 2009 10:20 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes

## Le devoir des économistes

Le rôle de l'économiste est d'apporter une réflexion rapide sur les grands enjeux qui font l'actualité. Se contenter, comme le font la plupart des économistes sollicités par les media, de commenter les événements après coups quand tout mystère a disparu, n'apporte rien. Pratiquer l'art de la posture en prenant des positions idéologiques « gauche-droite » convenues ne fait dire que des sottises.

Il faut partir des faits et donner des clés d'interprétation. La réflexion économique le permet. L'erreur est en général assez facile à détecter. Alors il ne faut pas craindre d'analyser les faits à chaud. On peut se tromper. Ce n'est pas grave. Une erreur impose de remettre en cause une manière de voir tel ou tel mécanisme ? Et alors ? C'est l'occasion d'un progrès dans la connaissance et la réflexion.

La pratique habituelle de la réflexion sur les faits économiques courants impose d'avoir eu une longue fréquentation avec les faits économiques du passé. Tout change et les conceptions qui pouvaient dominer un moment finissent par devenir caduques. Mais le déroulement des faits montre de nombreuses constantes. Et de même qu'un médecin améliore son diagnostic au fur et à mesure des cas qu'il observe et qu'il traite, l'économiste enrichit ses capacités en élargissant le champ de ses observations, historiquement et géographiquement.

Malheureusement les économistes universitaires refusent de traiter l'actualité : bien trop dangereux. Ceux qui pratiquent au sein des grandes institutions se cachent derrière l'économétrie. S'ils se trompent c'est la faute du modèle. Les économistes d'entreprise supportent le double biais du manque de moyens et des intérêts de la firme qu'ils servent.

Le résultat : les économistes ne sont bavards qu'en collectifs et pour soutenir des causes politiques le plus souvent désastreuses. Les étudiants en économie sont dévastés par l'inutilité de ce qu'on leur apprend qui est déconnecté de toute réalité et de l'actualité. Les citoyens sont gavés de polémiques stériles et ne peuvent rien comprendre d'un monde économique qui parfois les traite durement.

C'est pour casser cette logique qu'a été créé le cercle des Economiste E-toile. Depuis 1997 nous essayons de donner des coups de projecteurs « à chaud » sur les mesures prises par les uns et les autres en les mettant en perspective. Le plus souvent pour dénoncer des erreurs.

Mais qu'est-ce qu'une erreur ? Pour nous c'est une mesure qui n'atteindra pas les buts qu'elle s'est fixés et qui finira par causer des dommages. Ou encore une évolution négligée qui finira, faute d'avoir été observée et comprise à temps, finira par avoir des conséquences graves. Ou enfin des réformes importantes qui auraient du être faites et qui faute de l'avoir été à temps provoquent des drames.

Quelles sont donc les erreurs ainsi définies que nous avons constamment dénoncées publiquement à chaud et à temps ?

- La forte reprise de l'emploi en 1997 qui n'a été détecté qu'avec retard. Les esprits étant encore restés bloqués sur l'idée que « le plein emploi, c'est fini », comme l'indiquent les propos de Seguin

- qui à l'époque stigmatise ceux qui attendent le « Godot de l'emploi » ou la préface de Rocard au livre de l'abruti Rifkin sur « la fin de l'emploi ». Cette erreur d'observation des faits conduira à l'erreur gravissime des 35 heures que nous dénonçons au moment même où « un appel des 125 économistes pour les 35 heures » vient polluer les pages d'un grand quotidien du soir.
- Nous dénonçons les coups de pouces démagogiques au Smic comme une source de chômage structurel en France.
  - La très forte reprise mondiale de l'activité à partir de 1997 qui n'est pas vue et qui provoque une seconde erreur : un accroissement massif de la fiscalité par DSK qui, venant après le coup de massue fiscal de Juppé, provoque un afflux de recettes démesuré. A cette occasion nous dénonçons une erreur magistrale de DSK qui précise que le taux de prélèvement baissera avec la croissance, alors que nous affirmons que l'impôt étant globalement progressif la croissance aura l'effet inverse sur les recettes fiscales. Et nous aurons l'affaire de la « cagnotte ».
  - Nous dénonçons en 98 l'analyse faite par les américains qui veulent voir dans le chaos monétaire qui se produit peu après le tremblement de terre de Kôbé la conséquence de régimes de « cronies » et une crise des pays émergents, alors qu'il s'agit d'une crise du dollar et des changes flottants.
  - Nous contestons la création d'emplois aidés précaires dans la fonction publique qui ne peut déboucher sur rien et qui ne tient pas compte de la reprise générale de l'emploi.
  - Nous démontrons qu'un smicard est l'occasion d'un prélèvement fiscal ahurissant de près de 60%, que les salaires moyens sont l'occasion d'un prélèvement de 60 à 70%, que les hauts salaires sont l'occasion d'un prélèvement de 70 à 80%.
  - Nous dénonçons le fait que l'ISF touche des catégories sociales de faible revenu et que tous impôts confondus environ trente mille français paient plus de 100% d'impôt. Nous considérons cela non seulement comme une erreur économique mais surtout une faute politique qui trahit le pacte républicain.
  - Nous sommes les seuls à donner le lendemain de l'instauration du Corralito une explication complète de la crise argentine comme la contradiction entre un système de fixité très artificiel (le régime de change dit du currency board) et le flottement du dollar. Aucun économiste ne commente cette crise dans la presse française qui se contente d'articles outrés sur l'explosion de la pauvreté. Le seul économiste qui finit 15 jours plus tard par faire un article sur la crise est Christian de Boissieu. Il se contente de donner la traduction en bon français de Currency Board (caisse d'émission)...
  - Nous annonçons en 1999 que la crise décennale arrivera aux Etats-Unis en 2000 et frappera la France à plein deux ans après en 2002. En vain. Pris dans le tourbillon de la frénésie de spéculation conjointe sur le dollar et les actions des NTIC l'euphorie est invincible.
  - Nous défendons Maurice Allais qui est mis en pièce par les media parce qu'il annonce une grande crise financière et monétaire dans son livre de 1999. Nous précisons néanmoins qu'il se trompe sur la crise de 1998, comme il s'était trompé en 1986. En revanche nous cautionnons en totalité son analyse des défauts gravissimes des changes flottants et de la dérégulation financière.
  - Nous dénonçons l'illusion à droite des retraites par capitalisation.
  - Nous dénonçons les théories qui fleurissent à l'époque sur la fin du cycle et des crises économiques. Venant des Etats-Unis, ces théories expliquent qu'avec l'informatique, Internet et l'arrivée d'une économie de l'information, il n'y a plus de stock donc plus de cycle. Evidemment la crise qui frappe à partir de 2000 rend ces élucubrations caduques. Mais elles auront encombrés près de deux ans les colonnes des journaux.
  - A l'occasion de la sortie d'un livre sur le cycle de Kondratieff qui annonce le début d'un âge d'or nous, précisons que les cycles de 10 ans sont une réalité constante et facile à constater dont il faudrait tenir compte. En revanche le cycle de Kondratieff est une fantasmagorie statistique sur laquelle on ne peut rien fonder. L'auteur ne doit pas être à la fête s'il se relit !
  - Nous nous opposons à Milton Friedman qui prétend que l'Euro n'est pas possible et éclatera en moins de trois ans.
  - Nous nous opposons en 2000 aux idées d'Allègre que nous soutenons par ailleurs dans ses

tentatives de réformer la recherche et l'université, sur les stock-options. Nous considérons que les stocks options ne doivent être autorisées que pour les « start-up ».

- Nous dressons un bilan consterné de la gestion Jospin : ayant bénéficié d'une phase d'expansion du cycle très forte il a conduit une politique à rebours des nécessités, fait perdre son temps à la France et il laissera la France en mauvaise situation pour faire face au retournement conjoncturel. Il aura été aussi néfaste que Rocard qui s'était trouvé dans une situation comparable et avait été encore plus nocif !

- Nous dénonçons l'expansionnisme monétaire formidable des Etats-Unis et indiquons, les premiers (cette analyse n'apparaîtra dans la presse que plusieurs années plus tard) que l'inflation des moyens de paiement n'apparaît pas dans les prix des biens de consommation uniquement du fait de l'ouverture internationale et de l'entrée de la Chine dans la compétition mondiale. Nous indiquons que l'inflation se traduit par la hausse des prix des biens durables (immobilier, or, commodities etc.).

- Nous analysons la crise de 2000-2002 comme le produit du cycle périodique (qui est contesté par tous les économistes alors qu'il est une des constantes les plus lourdes de l'économie mondiale) et des travers des changes flottants. Nous contestons les méthodes de Greenspan qui à l'époque est considéré comme un génie.

- Tout en trouvant normal que les impôts soient effectivement baissés par Fabius qui craint « le mur fiscal » pour les prochaines élections, nous considérons que ce sont ceux qui pèsent sur les coûts de production et l'incitation à investir qui doivent l'être. Et qu'il aurait surtout fallu baisser les dépenses publiques au lieu des augmenter sans fin, notamment dans les collectivités locales. Au lieu de cela Jospin fait l'erreur de baisser l'impôt sur le revenu et la TVA, alors qu'il aurait du changer l'assiette de l'ISF (la gauche était mieux placée que la droite pour le faire) par transfert sur les hauts revenus, et commencer à démanteler la taxe professionnelle.

- Nous regrettons la politique d'immobilisme absolu de J. Chirac après que son camp qui refuse de toucher aux 35 heures, qui pérennise l'ISF et qui aggrave la pression fiscale en prétendant la réduire. La « pause de la baisse des impôts » reste une des farces politiques les plus saumâtres de ces dernières années.

- Nous dénonçons le CPE (avant même la révolte étudiante) et ridiculisons les politiques arbitraires venues d'en haut.

- Nous dénonçons « l'énarchie compassionnelle » qui est la base de la politique française depuis Giscard et qui trouve son apogée délétère à la fin du quinquennat Chirac qui prend une tournure de fin de règne extrêmement glauque.

- Nous nous interrogeons sur l'opportunité de la baisse de la TVA sur la restauration.

- Nous dénonçons la création de l'Euro à contre cycle. Depuis 1989 l'Europe décroche du reste du monde avec un taux de croissance très faible du fait des contraintes exceptionnelles que lui imposent d'abord la politique de réunification allemande (avec l'erreur de la parité monétaire immédiate avec l'Est) puis les restrictions monétaires précédents l'introduction de l'Euro. Le coup de bambou fiscal de Juppé est largement du aux nécessités des critères de Maastricht, même si l'absurdité de la politique suivie par Rocard en est la cause principale. L'Euroland aura eu un coût économique extrêmement fort.

- Au cours de la campagne électorale présidentielle nous défendons deux thèses :

- o La gauche n'a aucun programme crédible et comme en 1997 compte sur des « coups » démagogiques pour gagner.

- o La droite de Sarkozy commet une grossière erreur en oubliant que le cycle va se retourner pendant son quinquennat et qu'il est donc absurde et dangereux de prétendre faire gagner des points de croissance et faire croître plus vite le pouvoir d'achat.

- o Nous affirmons : « Sarkozy et Fillon sont sans doute des surdoués de la politique ; mais pas de l'économie ».

- Nous défendons la directive Bolkenstein sur la libéralisation des services au sein de la communauté européenne.

- En revanche nous regrettons la disparition de tout tarif extérieur commun.
- Nous dénonçons le système absurde qui s'est mis en place après la crise de 2000-2002 qui voit les Etats-Unis s'endetter pour acheter à bon compte des produits chinois artificiellement bon marché. Nous ridiculisons l'attitude qui consiste à se plaindre de 10% de droits de douane et à ne rien dire quand un partenaire voit sa monnaie dévaluée de 50% !
- Nous considérons que la baisse du dollar et surtout celle du Yuan qui lui est artificiellement lié créent une situation totalement dommageable. La Chine ne pouvait pas sans danger cumuler des coûts salariaux très bas et les fruits d'une dévaluation massive ! Le résultat nous paraissait extrêmement lourd de conséquences non seulement pour l'Europe mais aussi pour les Etats-Unis et pour la Chine elle-même. Des croissances de plus de 10% ne sont pas tenables. Et la vulnérabilité financière des Etats-Unis devenait critique. En même temps l'épargne européenne ne trouvait plus à s'employer utilement et finira dans la spéculation.
- Nous annonçons fin 2005 le retournement de conjoncture pour 2008 aux Etats-Unis et 2010 pour la France. Ce diagnostic sera précisé en 2006, du fait des craquements qui se font jour sur le marché immobilier américain et la grande volatilité des bourses. Nous avançons d'un an le départ de la crise aux Etats-Unis que nous voyons dès 2007 avec le gros de la récession en France en 2009. Nous prévoyons que la crise sera exceptionnellement forte (au moins du niveau de celles de 1974 et 1993).
- Nous exprimons les réserves les plus expresses sur le plan Tép. Les mesures sont électoralistes et sans impact économique fort. La défiscalisation d'une tranche élargie de l'impôt sur les successions, celle des heures supplémentaires et la déductibilité des intérêts d'emprunt touchent un grand nombre de personnes ce qui explique sans doute qu'on ait choisi ces mesures. Mais elles n'ont aucun impact économique sérieux tout en étant riches d'effets pervers.
- Nous dénonçons la vanité et les dangers du bouclier fiscal qui laisse penser que les riches sont « protégés », sans laisser espérer le moins du monde la fin des départs de riches entrepreneurs et en ayant des effets pervers massifs.
- Nous annonçons début 2007 l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis et la fin du rêve immobilier français. Nous conseillons de boucler toutes les opérations de ventes immobilières avant la fin de l'année.
- Dès juillet 2007 nous indiquons que le blocage des marchés interbancaires provoqués par l'effondrement des subprimes est le signe avant-coureur d'un effondrement du système financier mondial. Nous écrivons : « l'immense pyramide des crédits permise par les déficits américains est en train de s'effondrer ». Nous annonçons l'arrivée de la récession sur différents médias anglo-saxons.
- Nous envoyons différents textes aux grands médias français sur l'imminence d'une crise et sur la nécessité de s'y préparer. Nous évoquons les conséquences des changes flottants et soulignons que cette crise là sera forte. Aucune réponse.
- Nous créons ce blog en juin 2008 pour tenter d'obtenir une audience un peu plus large que celles des forums où les textes ne sont lus que par une poignée d'internautes et ne restent pas.
- Les thèmes que nous défendons peuvent être constatés sur ce blog :
  - o Illusion de la RGPP
  - o Illusion de la baisse fiscale et des « cadeaux aux riches »
  - o Illusion du RSA
  - o Nature financière de la crise
  - o Illusion de la prévision de hausse à 200 euros du baril de pétrole
  - o Erreur de croire qu'il s'agit d'une crise des subprimes
  - o Dénonciation de l'étrange doctrine du « découplage » (la crise ne toucherait que l'immobilier américain mais pas le reste de l'économie, la crise ne toucherait que les Etats-Unis mais pas le reste du monde, la crise toucherait les Etats-Unis le RU, l'Irlande et l'Espagne mais pas le reste du monde, la crise toucherait les Etats-Unis et l'Europe mais pas le Bric (Brésil, Inde, Chine), la crise toucherait tout le monde sauf l'Afrique qui continuerait à tirer la croissance (sic).

- o Explication monétaire de la crise et démonstration que le G.20 est à côté de la plaque ; annonce que le sommet de Washington ne débouchera sur rien).
- o Avertissement que le commerce mondial est à l'arrêt et de l'inanité des prévisions mondiales du FMI.
- o Retour sur la nécessité de changer d'assiette l'ISF
- o Retour sur la nécessité de revenir sur l'emploi généralisé des Stock options
- o Dénonciation de la banque universelle et de la banque assurance
- o Explication détaillée des mécanismes de la crise.
- o Illusion du sauvetage du monde par la Chine.

Dans un article au Figaro, finalement accepté par Yves de Chaisemartin, nous dénonçons les trois évolutions fatales qui pesaient sur le monde :

- Le système monétaire international des changes flottants du fait de son instabilité structurelle pesait sur la croissance tendancielle (ce qui expliquait la fin des « trente glorieuses ») et faisait courir au monde le risque d'une crise désastreuse.
- L'Europe était en stagnation et devait inventer une autre manière de s'imposer dans l'économie mondiale.
- La France était en train de se tuer à force de malthusianisme, d'immobilisme, de fiscalité outrancière et de démagogie.

Nous vivons à l'heure actuelle la manifestation aigüe de ces trois tares économiques majeures.

### **Le devoir des économistes était d'être clairvoyant.**

Notre expérience prouve que cela était possible sur la plupart des grandes questions, même avec les moyens dérisoires qui sont les nôtres.

Le côté optimiste de la chose est que la plupart des erreurs économiques dénoncées auraient pu être facilement évitées. Combien de souffrances l'auraient été du même coup ! Le côté pessimiste est qu'elles auraient dû l'être et facilement, et par tous. Car dans toutes les discussions privées que nous avons eu depuis plus de 10 ans, jamais personnes n'a contredit nos analyses.

Mais les économistes officiels se sont tus ou ont cautionné toutes les âneries par veulerie, esprit partisan ou esprit de cour. La presse n'a pas joué son rôle. Mais on ne lui a pas facilité la tâche. Quant aux politiques, on reste sans voix devant leur impéritie. Le système féodal qu'est la politique réduit l'expression d'idée à la communication par quelques uns. La comm' n'est pas l'information. Elle cache un autisme généralisé.

Il n'ya plus de débats même s'il y a désormais pas mal d'échauffourées médiatiques mais totalement convenues et avec toujours les mêmes qui font bien attention à ne prendre aucun autre risque que celui de l'appartenance à un camp ou à un clan.

L'Université et la recherche économique en France, elles, sont inexistantes et se complaisent dans l'insignifiance. Le fait que cela est exactement la même chose dans le reste de l'Europe n'est pas une excuse.

Alors oui : il faut appeler la France à renouer avec l'excellence économique, avec le commentaire permanent des questions chaudes et avec un poids intellectuel et pratique supérieur dans le monde. Les Etats-Unis ont sans doute la plus belle brochette d'économistes nobélisés. C'est aussi là que les pires erreurs ont été faites car ils ne pensent qu'à défendre les intérêts américains avec la plus totale mauvaise foi. Il n'y a strictement rien à en attendre.

Dans ces conditions l'indigence et la médiocrité économiques perpétuelles en Europe et en France ne sont pas une solution mais un crime contre l'humano economicus en souffrance.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile.